

42 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
14. Oktober 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	5
VLAAMS PARLEMENT	5
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	6
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	7
FÖDERALREGIERUNG	7
BELGISCHE NATIONALBANK	8
VLAAMSE REGERING	9
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	9
GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES	10
KONZERTIERUNGSAUSSCHUSS	10
BELGISCHES STAATSBLETT.....	12
QUELLENVERZEICHNIS	20

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

Welttag der Lehrerin und des Lehrers: Rückblick auf die Veranstaltung zum diagnostischen Blick



Am 8. Oktober 2026 luden der Bildungsausschuss des Parlaments und die Autonome Hochschule Ostbelgien (AHS) zur Veranstaltung "Der diagnostische Blick – wahrnehmen, verstehen, handeln" ein. Über 60 Personen erhielten wertvolle Impulse zur pädagogischen Diagnostik – fernab von standardisierten Tests oder Gutachten, sondern als fester Bestandteil des Schulalltags. ... [weiter lesen](#)

AKTUELLE TERMINE

Plenarsitzung:

Montag, 19.10.2026

[Tagesordnung](#)

Ausschusssitzungen:

Montag, 19.10.2026

Gemeinsame Sitzung aller Ausschüsse

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 20.10.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 21.10.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 22.10.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)



**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**

Abgeordnetenversammlung

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 12 au 16 octobre 2026

Mardi, 13/10/2026

Nomination du Bureau définitif

Jeudi, 15/10/2026

Questions orales

Propositions et projets de loi

1. Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour, en ce qui concerne la durée de validité de la carte d'identité électronique, n°s [56K1295](#)/1 à 4.

2. - Projet de loi modifiant les livres I, XV et XVI du Code de droit économique, n°s [56K1751](#)/1 à 3.

- Proposition de loi modifiant le Code de droit économique afin d'habiliter le Service de Médiation pour le Consommateur à traiter les litiges relatifs aux syndicats, n° [56K1247](#)/1.

3. Projet de loi modifiant la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges, en ce qui concerne la modernisation de la gestion du personnel des Chemins de fer belges (II), n°s [56K1601](#)/1 à 5.

Prises en considération

(Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution visant à identifier et à optimiser les effets de retour de la coopération belge au développement tout en maintenant les objectifs de développement, n° [56K1788](#)/1.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, en vue de l'application cohérente du mécanisme de sanction du projet individualisé d'intégration sociale (PIIS) aux couples bénéficiaires du revenu d'intégration avec charge de famille, n° [56K1792](#)/1.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté ministériel du 1er mars 2010 fixant les critères d'agrément des médecins généralistes, en vue d'encourager les candidats-médecins généralistes à effectuer une partie de leur stage dans une zone en situation de pénurie de médecins généralistes et ainsi de lutter contre ces pénuries, n° [56K1800](#)/1.

Votes nominatifs

1. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Kjell Vander Elst (Anders.) au

ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté sur "le slogan "l'alcool nuit à la santé" dans le cadre de la politique en matière d'alcool" (n° 302).

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de M. Matti Vandemaele (Ecolo-Groen) et M. Ortwin Depoortere (VB) au ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de Beliris sur "la prise en charge par la police fédérale de son personnel après un accident du travail" (n°s 310 et 311).

3. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Vincent Van Quickenborne (Anders.) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "le respect de l'engagement pris concernant le régime VVPRbis" (n° 316).

4. sur la proposition et les projets de loi terminés.

Dokument Nr. [56K1800](#)

08.10.2026

Proposition de loi modifiant l'arrêté ministériel du 1er mars 2010 fixant les critères d'agrément des médecins généralistes, en vue d'encourager les candidats-médecins généralistes à effectuer une partie de leur stage dans une zone en situation de pénurie de médecins généralistes et ainsi de lutter contre ces pénuries.

Dokument Nr. [56K1798](#)

07.10.2026

Proposition de loi visant à octroyer l'indemnité de funérailles aux cohabitants légaux d'agents de l'État.

Dokument Nr. [56K1794](#)

06.10.2026

Proposition de loi-cadre visant à accorder l'accès à la pension de survie et à l'allocation de transition aux partenaires cohabitants.

Dokument Nr. [56K1792](#)

06.10.2026

Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, en vue de l'application cohérente du mécanisme de sanction du projet individualisé d'intégration sociale (PIIS) aux couples bénéficiaires du revenu d'intégration avec charge de famille.

Dokument Nr. [56K1790](#)

06.10.2026

Proposition de révision du titre II de la Constitution en vue d'exclure l'application du principe de standstill en tant que règle générale lors de l'interprétation des droits fondamentaux garantis par la Constitution.

Dokument Nr. [56K1789](#)

08.10.2026

Projet de loi exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail (II).

Dokument Nr. [56K1786](#)

05.10.2026

Proposition de révision de l'article 195 de la Constitution en vue d'instaurer un régime de référendums contraignants.

Dokument Nr. [56K1785](#)

09.10.2026

Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives aux marchés publics et aux contrats de concession.



Senat

Réunions de la semaine 12/10/2026 - 18/10/2026

13/10/2026

Séance plénière

1. Nomination du Bureau.

2. Projet de loi spéciale modifiant la loi du ... 2026 insérant le livre 7 «Les contrats spéciaux» dans le Code civil et modifiant les livres 1, 5, 8 et 9 du même Code et diverses autres lois, en ce qui concerne la Cour constitutionnelle, no [8-223/1](#).

3. Proposition de résolution visant à assurer une prise en charge efficace des patients atteints de covid long, no [8-154/1](#).

À joindre :

Proposition de résolution visant à une meilleure prise en charge du covid long pédiatrique, no [8-102/1](#).

4. Présentation de candidats à une fonction de juge d'expression néerlandaise à la Cour constitutionnelle, no [8-221/1](#).

5. Prise en considération de propositions.

- a. Vote nominatif sur le projet de loi spéciale modifiant la loi du ... 2026 insérant le livre 7 «Les contrats spéciaux» dans le Code civil et modifiant les livres 1, 5, 8 et 9 du même Code et diverses autres lois, en ce qui concerne la Cour constitutionnelle À la majorité des deux tiers des suffrages des membres présents.)
- b. Scrutin secret pour la présentation de candidats à une fonction de juge d'expression néerlandaise à la Cour constitutionnelle. À

- la majorité des deux tiers des suffrages des membres présents).
- c. Votes nominatifs sur l'ensemble des points à l'ordre du jour dont la discussion est terminée.

Réunions de commission

13/10/2026

Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes (Délégation du Sénat)

Nomination du président.



SEANCE PLENIERE: 14/10/2026

1 – PRISES EN CONSIDÉRATION

2 – PROJET DE DÉCRET

1. Projet de décret modifiant l'article 35sexies du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (Doc. [664](#) (2026-2027) N° 1 et 2)

3 – PROPOSITION DE DÉCRET

1. Proposition de décret visant à améliorer la visibilité des offres d'emploi disponibles en Wallonie, déposée par Mme De Rodder, M. Fontaine, Mmes Tillieux, Özen, M. Spies et Mme Morreale (Doc. [562](#) (2025-2026) N° 1 à 3)

4 – PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

1. Proposition de résolution visant à réaliser un cadastre et une évaluation des aides aux entreprises, déposée par M. Mockel, Mmes Linard, Cremasco, Tellier et M. Hazée (Doc. [496](#) (2025-2026) N° 1 à 4)

2. Proposition de résolution visant à associer les communes wallonnes aux recettes de la future vignette routière et à garantir la neutralité budgétaire de toute mesure de fiscalité automobile à leur égard, déposée par M. Lefèbvre, Mme Hanus, M. Crampont, Mme Dejardin, M. Collignon et Mme Morreale (Doc. [655](#) (2025-2026) N° 1 à 3)

5 – PROJET D'AJUSTEMENT DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU PARLEMENT DE WALLONIE

1. Projet d'ajustement du budget de fonctionnement du Parlement de Wallonie pour l'année 2026 (Doc. [666](#) (2026-2027) N° 1 et 2)

6 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Lefèbvre à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur les menaces pour le financement des communes dans le cadre du conclave budgétaire 2027 par M. Lefèbvre, Mme Greco et M. Crampont (Doc. [698](#) (2026-2027) N° 1) et par Mme Fafchamps et M. Tzanetatos (Doc. [699](#) (2026-2027) N° 1)

2. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Roberty à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur les allocations familiales au cœur des tractations gouvernementales pour le conclave par Mme Roberty et M. Lepine (Doc. [700](#) (2026-2027) N° 1), par Mmes Bernard et Ammi (Doc. [701](#) (2026-2027) N° 1) et par Mme Fafchamps et Tzanetatos (Doc. [702](#) (2026-2027) N° 1)



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [1006](#) (2026-2027) nr. 1 09.10.2026

Ontwerp van decreet tot uitlegging van artikel 153, §1, tweede lid, 2°, van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie

Dokument Nr. [1001](#) (2026-2027) nr. 1 08.10.2026

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over hervormingen van de multifunctionele centra met het oog op het beter garanderen van toegang tot gepaste ondersteuning voor kinderen met een handicap

Dokument Nr. [995](#) (2026-2027) nr. 1 05.10.2026

Ontwerp van decreet over het subsidiëren van een lokaal sportbeleid

Kunnen gemeentefusies de lokale bestuurskracht versterken?

09 oktober 2026

De Vlaamse Regering nam zich in haar regeerakkoord voor om de bestuurskracht van lokale besturen te versterken, zowel van landelijke gebieden als van besturen die kampen met grootstedelijke effecten. Ze houdt daarom tussenliggende structuren tussen de gemeenten en Vlaanderen tegen het licht, en onderzoekt welke bevoegdheden kunnen overgaan naar de steden en gemeenten of naar Vlaanderen. ... [verder lezen](#)

Wat werd er beslist in de plenaire vergadering van 7 oktober?

08 oktober 2026

Op woensdag 7 oktober kwam het Vlaams Parlement samen in de plenaire vergadering. Eerst stelden de volksvertegenwoordigers hun [actuele vragen](#) aan de ministers. Daarna werd er gestemd over een ontwerp van decreet.

Nieuwe regels voor politieke reclame, media-vrijheid en AI

Het Vlaams Parlement keurde een wijziging van het Mediadecreet goed om de Vlaamse regelgeving af te stemmen op drie Europese verordeningen.

De eerste verordening moet politieke reclame transparanter maken. Burgers moeten gemakkelijker kunnen herkennen wanneer ze politieke reclame te zien krijgen, wie erachter zit en of de reclame specifiek op hen is gericht. De regels moeten ook hun persoonsgegevens beter beschermen.

De tweede verordening wil de onafhankelijkheid en diversiteit van de media beschermen. De derde bevat regels voor het gebruik van AI, onder meer om duidelijk te maken wanneer beeld- of geluidsmateriaal kunstmatig is gemaakt of aangepast.

De Vlaamse Regulator voor de Media (VRM) krijgt de taak om toe te zien op de naleving van bepaalde regels. De VRM zal onder meer ook beoordelen of grote veranderingen in het eigenaarschap van mediabedrijven de onafhankelijkheid en diversiteit van de media in gevaar brengen.

In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden goedgekeurd. Het volledige verslag van de plenaire vergadering vind je [hier](#).

Dokument Nr. [322](#) (2026-2027) 05.10.2026

Proposition de résolution visant à renforcer l'égalité de traitement des élèves par l'anonymisation des copies lors des examens certificatifs

Actualité

La santé au cœur de la coopération transfrontalière !

2026-10-09

En Commission du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Ce vendredi 9 octobre, le député Ersel Kaynak a participé aux travaux de la commission « Affaires sociales » du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI), à Völklingen, en Sarre.

Au programme : coopération sanitaire entre la Fédération Wallonie-Bruxelles, la France, l'Allemagne et le Luxembourg, formation des soignants et accès aux soins de longue durée. ... [lire plus](#)



**Parlement de la Fédération
Wallonie-Bruxelles**

Dokument Nr. [325](#) (2026-2027) 05.10.2026

Projets de motion en conclusion de l'interpellation de Mme Greco à la ministre Glatigny ayant pour objet "La réforme du minerval dans les académies met en danger l'accès à la culture de nos jeunes"

Dokument Nr. [324](#) (2026-2027) 05.10.2026

Projet de décret de la Communauté française modifiant le décret du 16 mai 2024 relatif au soutien à la diffusion des productions artistiques en Communauté française

Neues aus den Regierungen



Mitteilung vom 12.10.2026

Contrôle transfrontalier EuregioPro-tectCrossover : la Douane participe à une vaste opération dans l'Euregio Meuse-Rhin

Le vendredi 9 octobre 2026, la Douane belge a participé à une importante opération de contrôle transfrontalière organisée dans le cadre de la coopération NeBeDeAgPol (Pays-Bas, Belgique, Allemagne). Les contrôles ont été menés simultanément dans plusieurs zones de l'Euregio Meuse-Rhin avec le soutien des services de police et des autorités douanières des trois pays.

Mitteilung vom 09.10.2026

Conseil des ministres du 9 octobre 2026

Un Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 9 octobre 2026.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Marchés publics pour la Défense

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le lancement de trois marchés publics au profit de la Défense.

Utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable

Sur proposition du ministre de l'Agriculture Davis Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Dispositions diverses en matière d'agriculture

Sur proposition du ministre de l'Agriculture David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'agriculture.

Suppression des codes de polysomnographie ambulatoire des dispositions relatives au ticket modérateur

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres approuve un projet d'arrêté royal visant à supprimer des dispositions relatives au ticket modérateur de

la loi AMI les codes de nomenclature relatifs à la polysomnographie ambulatoire (478133 et 477374), déjà supprimés précédemment de la nomenclature.

Approbation du 9e Avenant à la Convention entre les pharmaciens et les organismes assureurs

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'approbation du 9e Avenant à la Convention du 1er janvier 2022 entre les pharmaciens et les organismes assureurs.

Accès des Ordres communautaires au Registre national et à la Banque-carrefour de la sécurité sociale

Sur proposition de la ministre de la Justice Anne-lies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'autoriser l'Orde van Vlaamse balies et l'Ordre des barreaux francophones et germanophones à accéder au Registre national et aux Registres de la Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Modification des montants des amendes SAC pour certaines infractions

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant les montants visés à l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions visées à l'article 3, 3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (loi SAC).

Modification du contrat de gestion entre l'État et skeyes

Sur proposition du ministre de la Mobilité Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant approbation de la troisième modification du quatrième contrat de gestion entre l'État et skeyes, relatif au soutien au contrôle aérien ukrainien.

Mise en œuvre du European Media Freedom Act

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi prévoyant la mise en œuvre du règlement européen 2024/1083 établissant un cadre commun pour les services de médias dans le marché intérieur et modifiant la directive 2010/13/UE, mieux connu sous l'appellation European Media Freedom Act (EMFA).

Modifications concernant l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes - Deuxième lecture

Sur proposition du ministre de l'Égalité des chances Rob Beenders, le Conseil des ministres a

approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi visant à mettre la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH) en conformité avec la directive (UE) 2024/1499.

Modification des lois antidiscrimination - Deuxième lecture

Sur proposition du ministre de l'Égalité des chances Rob Beenders, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi portant modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination et de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre les discriminations entre les femmes et les hommes.

Sanctions pour les infractions aux lois sur le gaz, l'hydrogène et l'électricité

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi prévoyant des sanctions pénales et administratives en cas d'infraction aux lois sur le gaz, l'hydrogène et l'électricité.

Application de l'indexation plafonnée au droit de transition, à l'allocation de naissance et à l'indemnité de congé de deuil des indépendants

Sur proposition de la ministre des Indépendants Éléonore Simonet, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi et un projet d'arrêté royal visant à modifier certains montants de base dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, à la suite de la limitation temporaire de l'indexation introduite par la loi-programme du 30 mai 2026 (plafonnement de l'indexation).

Application de l'indexation plafonnée dans l'assurance indemnités et l'assurance maternité des travailleurs indépendants

Sur proposition de la ministre des Indépendants Éléonore Simonet, le Conseil des ministres a approuvé trois projets d'arrêté royal visant à modifier certains montants de base dans le cadre de l'assurance indemnités et de l'assurance maternité des travailleurs indépendants, à la suite de l'instauration de la limitation temporaire de l'indexation introduite par la loi-programme du 30 mai 2026 (plafonnement de l'indexation).

Assentiment à l'accord multilatéral portant sur l'échange d'informations GloBE

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des informations GloBE, signé à Bruxelles le 16 juin 2025.

La Belgique et le Kazakhstan : un partenariat renforcé pour affronter les défis d'aujourd'hui et de demain

Leurs Majestés le Roi et la Reine effectueront une visite d'État au Kazakhstan du 11 au 14 octobre 2026, avec des arrêts à Astana, capitale du pays, et Almaty.

Mitteilung vom 08.10.2026

Les ombudsmans sont unanimes : dans un monde numérique, l'humain reste indispensable

8 octobre 2026 – Journée internationale des ombudsmans

Plus de 117 000 personnes ont fait appel à un service de médiation en 2025

En 2025, les ombudsmans belges, réunis au sein du réseau Ombudsman.be, ont reçu au total plus de 117 000 questions et plaintes de citoyens et de consommateurs. C'est près de 10 000 de plus qu'en 2024. Les ombudsmans constatent quasi tous une hausse constante du nombre de plaintes.

Séminaire 'Entreprendre davantage avec moins de matières premières' 30 octobre

Le Conseil Fédéral du Développement Durable et l'Institut fédéral pour le développement durable – Cellule « Matières premières » organisent un séminaire sur la gestion responsable des matières premières, qui se tiendra le vendredi 30 octobre 2026 (matin) à Bruxelles.



Belgische Nationalbank

Finanzvermögen der belgischen privaten Haushalte steigt

12 Okt 2026 - 11:00

Das Finanzvermögen der belgischen privaten Haushalte stieg im zweiten Quartal 2026 um 69,7 Milliarden Euro auf 1 408,0 Milliarden Euro. Dieser Anstieg ist hauptsächlich auf Bewertungsgewinne infolge von Preis- und Wechselkurseffekten zurückzuführen. ... [weiter lesen](#) (fr)

Fast 29.000 Organisationen ohne Erwerbszweck leisten einen erheblichen Beitrag zur belgischen Wirtschaft

7 Okt 2026 - 11:00

Im Jahr 2023 gab es in Belgien fast 29.000 Organisationen ohne Erwerbszweck. Auf sie entfielen insgesamt knapp 13 % der unselbstständigen Beschäftigung und rund 5 % des BIP.

... [weiter lesen](#) (fr)



Vlaamse Regering

Ministerraad via elektronische procedure van 13 oktober 2026

- Aanstelling secretaris-generaal bij het Departement Kanselarij en Buitenlandse Zaken (DKBUZA)

Ministerraad van 09 oktober 2026

- Principiële goedkeuring Brownfieldconvenant 248. Gentbrugge - Arsenaalsite
- Goedkeuring addendum aan Brownfieldconvenant 216. Leuven – Marie Thumas
- Definitieve goedkeuring Brownfieldconvenant 275. Lier – Krugersite
- Goedkeuring addendum aan Brownfieldconvenant 251. Ruisbroek – ACV-site
- Beëindiging Brownfieldconvenant 156. Ternat – Donkerstraat: doelstellingen behaald
- Verlenging algemene beperkende maatregel op de uitvoer van strategische goederen naar Israël
- Congres van Lokale en Regionale Overheden bij de Raad van Europa: vervanging lid
- Wijziging besluit steun ondernemingen voor compensatie indirecte emissiekosten: uitbreiding steunbare activiteiten en investeringsverplichting
- Verdrag over de grensoverschrijdende watervoerende laag van de Kolenkalk in het gebied van Doornik en van Roubaix-Tourcoing
- EU-emissiehandelssysteem (EU ETS) luchtvaart: wijziging decreet algemene bepalingen milieubeleid
- Energietaxshift van elektriciteit naar fossiele energiebronnen: voorontwerp van wijzigingsdecreet
- Energietaxshift: wijziging Energiebesluit, besluit oprichting uniek loket aanvraag woon- en energiepremies, en besluit Vlaamse Codex Wonen 2021
- Regeringsamendementen ontwerpdecreet tot wijziging van diverse decreten met betrekking tot wonen
- vzw PlastIQ: subsidie project 'Sectoren versterken nieuw talent richting duurzaam werk'
- Pedagogische doelstellingen brevetopleidingen en catalogus voortgezette opleiding leden openbare hulpdiensten: standpuntbepaling
- Programmadecreet begrotingsopmaak 2027
- Agentschap voor Onderwijsdiensten (AGODI): aanstelling waarnemend administrateur-generaal
- Wijziging besluit dienstencheques: tijdelijke maatregel beperking geldigheidsduur

- Wijzigingsdecreet jeugdhulp, jeugddelinquentierecht, interlandelijke adoptie, pleegzorg en binnenlandse adoptie
- Opheffing delictgerichte contextbegeleiding na kortverblijf en vermelding time-out in gemeenschapsinstellingen: wijzigingsbesluit
- Ontwerpdecreet Vlaamse restitutiecommissie nazi-roofkunst
- Eenmalige onkostenvergoeding studenten die in academiejaar 2025-2026 diploma 'bachelor in de verpleegkunde' behalen met studieomvang 240 studiepunten
- Vernieuwd kader voor erkenning en financiering private jeugdhulporganisaties
- Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap (VAPH): wijziging verdeling middelen 2026
- Aanvullende programmatienormen gespecialiseerde zorgprogramma 'acute beroertezorg met invasieve procedures'
- Herziening opdrachten Vlaams Instituut voor de Eerste Lijn (VIVEL): wijzigingsbesluit
- Oproep voor beheersovereenkomst met partnerorganisatie als belangenbehartiger van personen met een chronische aandoening en als expertise- en implementatiecentrum voor gebruikersparticipatie in de zorg en ondersteuning
- Verdeling vertegenwoordigers deelstaten in bestuursorganen RIZIV: verdeelsleutel
- Meerjarenoproep plan jeugdhulp 2027-2029 'Samen stappen zetten naar de jeugdhulp van morgen. Investeren en uitbreiden'
- Wijziging Interregionaal Samenwerkingsakkoord preventie en beheer verpakingsafval: voorontwerp van instemmingsdecreet
- Aanwending eigen ontvangsten door Eigen Vermogen Instituut voor Natuur- en Bosonderzoek (INBO) voor duurzame renovatie onderzoekscentrum Linkebeek
- Wijziging mediadecreet: bescherming minderjarigen bij tussenhandeldiensten die lichamelijke, geestelijke of morele ontwikkeling kunnen aantasten
- Mededelingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 12.10.2026

Trajectoire budgétaire 2027 – 2029 Des choix forts pour l'avenir de la Wallonie

Pour la première fois de l'histoire de la Wallonie, le Gouvernement wallon présente une trajectoire budgétaire sur trois ans. Fidèle à l'objectif de retour à l'équilibre, celle-ci s'articule autour de cinq

priorités pour préparer la Wallonie aux grandes transformations de demain. ... [lire plus](#)

Mitteilung vom 08.10.2026

Près de 75 millions d'euros de financements publics pour la recherche, la formation et le développement économique et la résilience territoriale

Le Gouvernement wallon a sélectionné une nouvelle série de projets dans le cadre du programme FEDER-FTJ 2021-2027. Ils représentent près de 75 millions d'euros de financements publics, dont près de 60 millions apportés par l'Union européenne, pour renforcer la recherche, équiper les centres de formation et réaménager des sites économiques et renforcer la résilience hydrique en Wallonie. Dans un contexte budgétaire exigeant, ce soutien européen permet de poursuivre les investissements tout en limitant l'effort financier régional.

... [lire plus](#)

Cybersécurité : la Wallonie rassemble ses forces pour devenir une référence européenne

La Wallonie franchit une nouvelle étape dans le renforcement de sa cybersécurité. Le Gouvernement wallon a approuvé le développement d'une « Wallonia Cyber Valley » sur le site de Galaxia à Redu. Prévu par la stratégie Digital Wallonia 2025-2029, qui fait de la cybersécurité l'une des priorités de la transformation numérique de la Wallonie, ce projet vise à faire de la Wallonie un pôle de référence en matière de cybersécurité en concentrant sur un même site les infrastructures, les compétences, la recherche, l'innovation et la formation déjà présentes sur le territoire. ... [lire plus](#)

Plan Oxygène 2026 : la Wallonie sécurise les financements et adapte le dispositif pour accompagner les communes

Le Gouvernement wallon poursuit la mise en œuvre du Plan Oxygène afin de sécuriser le financement des communes. Une nouvelle étape est franchie avec la validation d'un financement complémentaire de 16,24 millions d'euros par ING et le lancement d'une consultation permettant de couvrir jusqu'à 170 millions d'euros pour sept grandes villes wallonnes. ... [lire plus](#)

Transport exceptionnel : la Wallonie renforce la coopération interrégionale

Le Gouvernement wallon a adopté le nouveau protocole encadrant l'application numérique WebTEUV 2.0. Par sa décision, le Gouvernement renforce ainsi la coopération entre les Régions en matière de transport exceptionnel et de véhicules plus longs et plus lourds. L'objectif est simple : garantir aux entreprises et aux usagers un système d'autorisation efficace, lisible et adapté aux réalités de la mobilité d'aujourd'hui. ... [lire plus](#)

La Wallonie renforce son soutien au transport ferroviaire et fluvial

Le transport de marchandises est un enjeu central pour la compétitivité des entreprises wallonnes. Dans un contexte où les chaînes logistiques doivent être à la fois plus performantes et moins dépendantes de la route, le Gouvernement wallon a approuvé le nouveau Plan wallon d'aides au transport multimodal ferroviaire et fluvial pour la période 2027-2031. Doté d'une enveloppe annuelle de 3 millions d'euros, ce dispositif aidera les entreprises à investir dans des solutions logistiques plus efficaces, tout en réduisant la pression sur le réseau routier et les émissions de CO₂. ... [lire plus](#)



Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Mitteilung vom 09.10.2026

Budget initial 2027: un déficit budgétaire qui se réduit enfin !

Le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est accordé ce vendredi 09 octobre 2026 sur son budget initial 2027. Le Gouvernement a constaté que les efforts montrent leurs effets et que les finances de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'améliorent conformément à la trajectoire budgétaire prévue. ... [lire plus](#)

Konzertierungsausschuss

06.10.2026

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Avant-projet d'accord de coopération de rang législatif entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française, la Commission communautaire commune, la Région flamande et la Région wallonne concernant la transposition partielle de la Directive (UE) 2024/2841 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 établissant la carte européenne du handicap et la carte européenne de stationnement pour personnes en situation de handicap et la transposition partielle de la Directive (UE) 2024/2842 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 étendant la directive (UE) 2024/2841 aux ressortissants de pays tiers résidant légalement dans un État membre par rapport aux conditions et modalités d'octroi de l'European Disability Card.

2026C80030.010

Les propositions, contenues au point 5 de la note
du 6 octobre 2026, sont approuvées.

Belgisches Staatsblatt



N. 227 vom 08. Oktober 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
20. August 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 27. Juni 2013 über die Grundausbildung in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen**, S. [53479](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
20. August 2026 - **Erlass der Regierung zur Festlegung der Meisterprogramme Hundetrainer/in (V04/2026) und Projektkoordinator/in (Y20/2026)**, S. [53492](#).

N. 229 vom 09. Oktober 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
10. September 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. September 2016 zur Bestellung der Mitglieder der Hausunterrichtskommission**, S. [54355](#).

N. 230 vom 12. Oktober 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
27. August 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung zur Einführung einer Gebühr für die Einreichung einer Beschwerde**, S. [54448](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
20. August 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 2. September 2022 zur Bestellung eines Kontrollarztes in Anwendung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport**, S. [54542](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
18. Juli 2025 - **Programmgesetz** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [54287](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
10. Februar 2026 - **Gesetz zur Festlegung verschiedener steuerrechtlicher Bestimmungen** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [54292](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
7. Mai 2026 - **Gesetz zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Wirtschaft (II)** - Deutsche Übersetzung, S. [54296](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt
5. Februar 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 26. April 2019 zur Festlegung der Kriterien für die Zulassung von klinischen Heilpädagogen sowie von Praktikumsleitern und Praktikums-einrichtungen** - Deutsche Übersetzung, S. [54325](#).

N. 230 vom 12. Oktober 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
20. April 2026 - **Gesetz zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Wirtschaft** - Deutsche Übersetzung, S. [54414](#).

N. 231 vom 13. Oktober 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
3. März 2026 - **Gesetz über die Harmonisierung der geltenden Gesetzesbestimmungen im Bereich Justiz mit dem Strafgesetzbuch vom 29. Februar 2024** - Inoffizielle Koordinierung in deutscher Sprache von Auszügen, S. [54654](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
12. Juni 2025 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des KE/EstGB 92 im Hinblick auf die Ausdehnung des Anwendungsbereichs der Steuerbefreiung von Entlohnungen für Leistungen, die im Rahmen eines Flexi-Jobs erbracht werden, auf den Sektor der Seefische-rei** - Deutsche Übersetzung, S. [54671](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 229 vom 09. Oktober 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
20. Dezember 2023 - **Gesetz zur Abänderung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung hinsichtlich der Organisation des Verfahrens zur Evaluation der Arbeitsunfähigkeit** - Deutsche Übersetzung, S. [54285](#).

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/007131]

20. AUGUST 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 27. Juni 2013 über die Grundausbildung in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, Art. 6.2 § 5 Nummer 1, eingefügt durch das Dekret vom 26. Juni 2023, und Nummer 6, eingefügt durch das Dekret vom 26. Juni 2023, Artikel 7 § 7 Nummern 1 und 6 und Artikel 8 § 3 Nummern 1 und 4;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 27. Juni 2013 über die Grundausbildung in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

Aufgrund der Gutachten des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen vom 23. April 2026 und vom 9. Juli 2026;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 28. April 2026;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 29. April 2026;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 79.542/17 des Staatsrates, das am 6. Juli 2026 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 27. Juni 2013 über die Grundausbildung in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 17. März 2022 und vom 30. Mai 2024, wird wie folgt abgeändert:

1. Folgende Nummer 3.1 wird eingefügt:

„3.1. Erlass der Regierung vom 4. Juni 2009: der Erlass der Regierung vom 4. Juni 2009 zur Festlegung der Ausbildungsbedingungen für mittelständische Lehrlinge und Ausbildungsbetriebe;“

2. Folgende Nummer 3.2 wird eingefügt:

„3.2. Anlehre: die in Kapitel XI.1 des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 angeführte Anlehre;“

Art. 2 - In Artikel 2.1 desselben Erlasses der Regierung, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 17. März 2022, werden die Angaben „20,“ und „29,“ gestrichen.

Art. 3 - In Kapitel 3 desselben Erlasses der Regierung wird folgender Artikel 12.1 eingefügt:

„Art. 12.1 – Zur individuellen Vorbereitung auf die Lehre von Personen, die aufgrund unzureichender schulischer oder sozialer Kompetenzen einer gezielten Förderung bedürfen, kann die Anlehre im Rahmen eines dualen Vorbereitungsjahres gemäß Kapitel XI.1 des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 organisiert werden.“

Art. 4 - Artikel 13 Nummer 1 desselben Erlasses der Regierung wird aufgehoben.

Art. 5 - Artikel 14 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird die Wortfolge „zur Festlegung der Ausbildungsbedingungen für mittelständische Lehrlinge und Ausbildungsbetriebe“ gestrichen.

2. In Absatz 2 wird die Wortfolge „, Ort“ gestrichen und nach dem Wort „fest“ die Wortfolge „für die Kurse, die am ZAWM organisiert werden“ eingefügt.

Art. 6 - Artikel 17 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt ersetzt:

„Art. 17 - Zu den Kursen im Stadium der Lehre werden die auf Grundlage eines Lehrvertrags in einem durch das IAWM oder durch ein Partnerinstitut anerkannten Ausbildungsbetrieb tätigen Lehrlinge zugelassen.

Die Regierung legt nach Gutachten des IAWM die Liste der Partnerinstitute fest.

Die Partnerinstitute schreiben ihre Auszubildenden beim ZAWM ein.“

Art. 7 - Artikel 18 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. Im einleitenden Satz wird die Wortfolge „Schüler zugelassen, die nicht Lehrling sind, und“ durch die Wortfolge „Schüler auf Antrag des ZAWM durch das IAWM zugelassen, die“ ersetzt.

2. Nummer 2 wird wie folgt ersetzt:

„2. die ersten beiden gemeinsamen Jahre des Sekundarunterrichts oder das dritte Jahr des berufsbildenden Sekundarunterrichts oder die in Artikel 5 des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 erwähnte Aufnahmeprüfung bestanden haben oder im Besitz des Befähigungsnachweises des fünften Jahres des berufsbildenden Fördersekundarschulwesens sein;“

3. In Nummer 3 wird folgender Satz eingefügt:

„Jegliche Änderungen der Vertragssituation werden dem ZAWM unverzüglich mitgeteilt;“

4. Folgende Nummer 4 wird eingefügt:

„4. nicht einem Entzug der Genehmigung zum Abschluss von neuen Lehrverträgen gemäß Artikel 29 des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 unterliegen;“

5. Folgende Nummer 5 wird eingefügt:

„5. keiner disziplinarischen Maßnahme seitens des ZAWM unterliegen, die einen Weiterbesuch der Kurse für das ZAWM ausschließt.“

6. Folgender Absatz 2 wird eingefügt:

„Für freie Schüler gelten die in Artikel 19 des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 festgelegten Fristen sowie die Schulordnung des ZAWM. Verstöße gegen die geltenden Rechtsgrundlagen und gegen die Schulordnung werden vom ZAWM geahndet.“

7. Folgender Absatz 3 wird eingefügt:

„Zwischen dem durch das IAWM zugelassenen freien Schüler und dem ZAWM wird ein Vertrag abgeschlossen, dessen Muster durch den für die Ausbildung zuständigen Minister festgelegt wird. Bei nicht Einhaltung der Vertragsbedingungen kann das ZAWM den freien Schüler zweimal schriftlich abmahnen und in der Folge den Entzug der Zulassung als freier Schüler beim IAWM beantragen. Das IAWM prüft den Antrag auf Entzug der Zulassung als freien Schüler und trifft eine mit Gründen versehene Entscheidung.“

8. Folgender Absatz 4 wird eingefügt:

„Lehrlinge, die spätestens fünf Werktage vor dem Ende der in Artikel 19 § 3 des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 angeführten sechswöchigen Frist nach Vertragsbruch einen Antrag beim ZAWM einreichen, mit dem Ziel ihre Ausbildung zu beenden, können unbeschadet von Artikel 20 des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 als freie Schüler zugelassen werden, insofern die Schulpflicht erfüllt ist.“

9. Folgender Absatz 5 wird eingefügt:

„In Abweichung von Artikel 19 § 1 des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 können Schüler, die als freie Schüler den Kursen gefolgt sind, jederzeit zu einem Lehrvertrag im selben Beruf wechseln.“

Art. 8 - Artikel 20 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 Absatz 1 wird nach der Wortfolge „mehrere ZAWM“ die Wortfolge „oder verschiedene Standorte eines ZAWM“ und nach der Wortfolge „das ZAWM“ die Wortfolge „beziehungsweise den Standort“ sowie der Satz „Ein Wechsel ist ausschließlich innerhalb der Periode zum Abschluss von Lehrverträgen möglich.“ eingefügt.

2. In § 1 Absatz 2 wird die Wortfolge „zur Festlegung der Ausbildungsbedingungen für mittelständische Lehrlinge und Ausbildungsbetriebe“ gestrichen.

3. In § 3 wird nach dem Wort „und“ die Wortfolge „beziehungsweise oder“ eingefügt.

Art. 9 - Artikel 21 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 1 wird aufgehoben.

2. In Absatz 2 wird die Wortfolge „Unbeschadet des Absatzes 1 werden die Lehrlinge und freien Schüler“ durch die Wortfolge „Die Lehrlinge und freien Schüler werden“ ersetzt.

Art. 10 - Artikel 22 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt ersetzt:

„Art. 22 - Zu den integrierten Kursen im Stadium der Ausbildung zum Meister werden zugelassen:

1. Teilnehmer, die nicht mehr der Schulpflicht unterliegen;

2. Meistervolontäre, die auf Grundlage eines Meistervolontariatsvertrags in einem durch das IAWM anerkannten Ausbildungsbetrieb tätig sind;

3. Studierende mit Arbeitsvertrag, die in einem Betrieb die Kompetenzen zur Ausübung eines Ausbildungsberufes erwerben, der auf der Liste der Berufe steht, die Gegenstand eines Meistervolontariatsvertrags sein können, und dies anhand eines Ausbildungs- oder Arbeitsvertrages nachweisen. Im Falle eines Arbeitsvertrages muss zudem vor Beginn des Studiums eine studienfachgebundene Berufserfahrung von mindestens 570 Stunden vorliegen.“

Art. 11 - Artikel 23 desselben Erlasses der Regierung wird aufgehoben.

Art. 12 - Artikel 25 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird im einleitenden Satz die Wortfolge „die eine“ durch die Wortfolge „die mindestens eine fünfjährige Berufserfahrung im angestrebten Ausbildungsberuf oder einem artverwandten Beruf aufweisen und eine“ ersetzt.

2. In Absatz 2 wird die Wortfolge „von Schriftstücken und gegebenenfalls von Tests überprüft“ durch die Wortfolge „einer Kompetenzfeststellungsprüfung überprüft, für die eine Prüfungsgebühr erhoben wird. Teilnehmer, die das Vorhandensein der vom ZAWM geprüften Kompetenzen durch entsprechende Schriftstücke nachweisen, sind von dieser Prüfung befreit“ ersetzt.

Art. 13 - Artikel 26 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 2 wird die Wortfolge „angewandten Betriebslehre“ durch die Wortfolge „allgemeinbildenden Kenntnisse“ ersetzt und am Ende die Wortfolge „oder von der Teilnahme an diesen befreit ist“ eingefügt.

2. In Nummer 3 wird die Wortfolge „, der die Kurse der angewandten Betriebslehre mit Erfolg abgeschlossen hat“ gestrichen.

Art. 14 - Artikel 27 desselben Erlasses der Regierung, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 27. August 2020, wird wie folgt ersetzt:

„Art. 27 – In Abweichung von Artikel 24 werden Teilnehmer der berufsbildenden Kurse im Stadium der Lehre des 3. Jahres auf Antrag an das IAWM zu den Kursen über Berufskennntnisse im Stadium der Ausbildung zum Meister zugelassen, die im zweiten Lehrjahr in den Kursen über Berufskennntnisse im selben Beruf einen Gesamtnotendurchschnitt von mindestens 80% aufweisen.“

Art. 15 - Artikel 29 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 wird nach der Wortfolge „mehrere ZAWM“ die Wortfolge „oder verschiedene Standorte eines ZAWM“ eingefügt, das Wort „Volontär“ durch das Wort „Meistervolontär“ ersetzt und nach der Wortfolge „das ZAWM“ die Wortfolge „beziehungsweise den Standort“ eingefügt.

2. In § 2 Absatz 1 wird das Wort „Volontäre“ durch das Wort „Meistervolontäre“ ersetzt und die Wortfolge „über Betriebsführung und Berufskennntnisse“ gestrichen.

3. In § 2 Absatz 2 wird das Wort „Volontär“ durch das Wort „Meistervolontär“ ersetzt.

4. § 3 wird wie folgt ersetzt:

„§ 3 - Das ZAWM schreibt die Studierenden mit Arbeitsvertrag zu den Kursen ein.“

5. In § 4 wird nach dem Wort „Artikeln“ die Wortfolge „22 Absatz 1 Nummer 1 und“ und nach dem Wort „und“ die Wortfolge „beziehungsweise oder“ eingefügt.

Art. 16 - Artikel 30 desselben Erlasses der Regierung, abgeändert durch Erlass der Regierung vom 21. Dezember 2023, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 werden die Sätze „Die Teilnehmer richten einen entsprechenden Antrag spätestens bis zum 15. November beziehungsweise dem darauffolgenden Werktag an das ZAWM. Dem Antrag wird eine aussagekräftige Dokumentation beigelegt. Das ZAWM informiert den Antragsteller und die zuständigen Fachlehrer über seine Entscheidung.“ eingefügt.

2. Absatz 2 wird aufgehoben.

Art. 17 - Artikel 31 desselben Erlasses der Regierung wird aufgehoben

Art. 18 - In Kapitel 4 Abschnitt 3 desselben Erlasses der Regierung wird folgender Artikel 31.1 eingefügt:

„Art. 31.1 – Zu den Kursen der Anlehre werden die Personen zugelassen, die gemäß Artikel 34.3, 34.4 und 34.5 des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 durch den Aufnahmecommission zur Anlehre zugelassen werden.“

Art. 19 - Artikel 32 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. Der einleitende Satz wird wie folgt ersetzt:

„Zu den modularen Kursen der Allgemeinkenntnisse im Stadium der Lehre des ersten Lehrjahres werden die Lehrlinge und freien Schüler auf Antrag des ZAWM durch das IAWM zugelassen, die folgende Bedingungen erfüllen:“

2. In Nummer 1 wird nach dem Wort „vorweisen“ die Wortfolge „oder das Lehrjahr gemäß dem Erlass der Regierung vom 30. August 2018 über die Prüfungen und die Bewertung in der Grundausbildung des Mittelstandes nicht bestanden haben“ eingefügt

3. Folgender Absatz 2 wird eingefügt:

„Absatz 1 findet keine Anwendung auf Lehrlinge und freie Schüler, die:

1. einen sonderpädagogischen Förderbedarf nachweisen können;
2. die Anlehre bereits besucht haben.“

Art. 20 - Artikel 33 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. Der einleitende Satz wird wie folgt ersetzt:

„Zu den modularen Kursen der Allgemeinkenntnisse im Stadium der Lehre des zweiten und dritten Lehrjahres werden die Lehrlinge und freien Schüler auf Antrag des ZAWM durch das IAWM zugelassen, die folgende Bedingungen erfüllen:“

2. Folgender Absatz 2 wird eingefügt:

„Absatz 1 findet keine Anwendung auf Lehrlinge und freie Schüler, die einen sonderpädagogischen Förderbedarf nachweisen können.“

Art. 21 - In Artikel 34 desselben Erlasses der Regierung wird die Wortfolge „den entsprechenden Beruf erlernen“ durch die Wortfolge „einen Beruf erlernen, der Gegenstand der Liste der überbetrieblichen Ausbildungen des IAWM ist“ ersetzt.

Art. 22 - Artikel 38 Absatz 3 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt ersetzt:

„Das ZAWM bewirbt ausschließlich die Kurse, die im Rahmen der Lokalisierung genehmigt wurden.“

Art. 23 - In Artikel 39 Absatz 2 desselben Erlasses der Regierung wird das Wort „acht“ durch das Wort „zehn“ ersetzt, die Wortfolge „oder mindestens 48 Kursstunden“ gestrichen und folgende Sätze werden eingefügt:

„Das IAWM wird über Kurse, die zum Zeitpunkt der Anerkennung der Kurse noch nicht gestartet aber in Vorbereitung sind, informiert. Das IAWM kann zudem Kurse unter Vorbehalt und Berücksichtigung der geltenden Normen und Bedingungen vor deren Durchführung anerkennen.“

Art. 24 - Artikel 41 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. § 1 Absatz 2 wird wie folgt ersetzt:

„Das ZAWM führt pro Unterrichtstermin für jede Klasse eine solche Anwesenheitsliste, die für jede einzelne Unterrichtsstunde vom Lehrer ausgefüllt und unterschrieben wird. Der Lehrer ist für die Richtigkeit der Angaben verantwortlich. Ein Unterrichtstermin ist ein halber Tag Berufskennntnisse oder Allgemeinkenntnisse.“

2. In § 1 Absatz 3 wird die Wortfolge „pro halben Kurstag oder -abend“ gestrichen.

3. In § 2 Absatz 1 wird die Wortfolge „und sowohl den Lehrern als auch den Kursteilnehmern zu Beginn der Kurse zur Kenntnis gebracht“ gestrichen.

4. § 2 Absatz 2 wird wie folgt ersetzt:

„Das ZAWM informiert den zuständigen Lehrlingssekretär über unbegründete Fehlstunden gemäß den Bestimmungen der geltenden Schulordnung.“

Art. 25 - In Artikel 43 desselben Erlasses der Regierung wird die Wortfolge „füllt den für ihn bestimmten Teil des durch das IAWM festgelegten Ausbildungsnachweises aus“ durch die Wortfolge „legt pro Kursstunde die Einträge in den Ausbildungsnachweis für seinen Kurs fest und teilt dies seinen Kursteilnehmern mit“ ersetzt.

Art. 26 - Artikel 46 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. Die Absätze 1 und 2 werden zu § 1.

2. Zwischen Absatz 2 und Absatz 3 wird folgender § 2 eingefügt:

„§ 2 - In Abweichung von § 1 Absatz 2 werden die Teilnehmer von zwei oder drei Ausbildungsjahren und von zwei oder mehr artverwandten Berufen in einer Klasse zusammengefasst, wenn die in Artikel 55 festgelegten Teilnehmer-normen nicht erreicht werden. Die Vermittlung der im Ausbildungsprogramm vorgesehenen Kompetenzen, ein ausreichendes Raumangebot und eine ausreichende Sicherheit werden dabei gewährleistet. Auf begründeten Antrag im Rahmen der Anerkennung der Kurse kann das IAWM eine Ausnahme zur Zusammenlegung von Klassen gewähren.“

3. In Absatz 3, der zu § 3 wird, wird die Angabe „Absatz 1 und 2“ durch die Angabe „§ 1“ ersetzt.

Art. 27 - In Kapitel 5 Abschnitt 2 Unterabschnitt 2 desselben Erlasses der Regierung wird folgender Artikel 46.1 eingefügt:

„Art. 46.1 – Die Kurse über Betriebsführung des ersten Jahres werden ausschließlich für die in Artikel 26 angeführten Teilnehmer im Tageskurs organisiert.“

Art. 28 - Artikel 47 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. Die Absätze 1 und 2 werden zu § 1.
2. In Absatz 3, der zu § 2 wird, wird die Angabe „Absatz 1 und 2“ durch die Angabe „§ 1“ ersetzt.

Art. 29 - Artikel 48 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 2 Nummer 4 wird die Wortfolge „(Mädchenname für verheiratete Frauen)“ gestrichen.
2. Absatz 3 wird wie folgt ersetzt:

„Das ZAWM erstellt den Stundenplan zu Beginn des Ausbildungsjahres und trägt gegebenenfalls Änderungen und deren Grund ein. Das ZAWM informiert die Kursteilnehmer und die an der Ausbildung beteiligten Parteien über den Stundenplan und dessen Änderungen.“

3. Folgender Absatz 4 wird eingefügt:

„Das ZAWM legt dem IAWM den Stundenplan auf Nachfrage vor.“

Art. 30 - In Artikel 49 Absatz 4 desselben Erlasses der Regierung wird folgender Satz eingefügt:

„Die Nicht-Einhaltung wird mit einer in Artikel 50 angeführten Maßnahme geahndet.“

Art. 31 - Artikel 50 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. In § 2 Absatz 2 Nummer 5 wird der Punkt am Ende des Satzes durch ein Semikolon ersetzt.
2. In § 2 Absatz 2 wird folgende Nummer 6 eingefügt:

„6. Definitiver Ausschluss vom Unterricht bei einem besonders schweren Verstoß gegen die Verhaltensregeln auch ohne erste korrektive Maßnahme und ohne schriftliche Abmahnung.“

3. In § 3 Absatz 2 Nummer 3 wird der Punkt am Ende des Satzes durch ein Semikolon ersetzt.

4. In § 3 Absatz 2 wird folgende Nummer 4 eingefügt:

„4. Definitiver Ausschluss vom Unterricht bei einem besonders schweren Verstoß gegen die Verhaltensregeln auch ohne schriftliche Abmahnung.“

Art. 32 - Artikel 51 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird die Wortfolge „die Kurse in angewandter Betriebslehre“ durch die Wortfolge „der Tageskurs in Betriebsführung des ersten Jahres“ ersetzt.

2. In Absatz 2 wird die Zahl „4“ durch das Wort „zwei“ ersetzt.

3. Folgender Absatz 3 wird eingefügt:

„Die Kurse der Anlehre können anerkannt werden, wenn sie mindestens zwei Teilnehmer zählen.“

Art. 33 - Artikel 52 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird die Wortfolge „oder der Kurse in angewandter Betriebslehre“ durch die Wortfolge „und der Tageskurs in Betriebsführung des ersten Jahres“ ersetzt.

2. In Absatz 2 wird die Zahl „14“ durch die Zahl „16“, die Zahl „20“ durch die Zahl „24“ und die Zahl „26“ durch die Zahl „32“ ersetzt.

3. Folgender Absatz 3 wird eingefügt:

„Das Auditorium einer Klasse der Anlehre kann unter Berücksichtigung der pädagogischen Erfordernisse entsprechend folgenden Normen aufgeteilt werden:

<u>Anzahl Teilnehmer</u>	<u>Höchstzahl Klassen</u>
10	2
20	3
30	4
40	5

Art. 34 - In Kapitel 6 Abschnitt 2 Unterabschnitt 2 desselben Erlasses der Regierung, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 27. August 2020, wird folgender Artikel 57.1 eingefügt:

„Art. 57.1 – Die Kurse über Berufskennntnisse oder integrierte Kurse einer Dauer von zwei Jahren, die mindestens drei Jahre nicht am ZAWM organisiert wurden, können im Rahmen der finanziellen Mittel des IAWM anerkannt werden, wenn sie mindestens folgende Teilnehmer zählen:

1. im 1. Jahr: 3 Teilnehmer;
2. im 2. Jahr: 2 Teilnehmer.

Die Kurse über Berufskennntnisse oder integrierte Kurse einer Dauer von drei Jahren, die mindestens drei Jahre nicht am ZAWM organisiert wurden, können anerkannt werden, wenn sie mindestens folgende Teilnehmer zählen:

1. im 1. Jahr: 3 Teilnehmer;
2. im 2. Jahr: 2 Teilnehmer;
3. im 3. Jahr: 2 Teilnehmer.

Der Beginn dieser Kurse wird durch das IAWM genehmigt.

Bei Anfragen für mehrere Kurse gemäß Absatz 1 oder Absatz 2 nimmt das IAWM eine Einstufung vor, die einerseits die Anzahl Jahre, in denen der entsprechende Meisterkurs nicht organisiert wurde, und andererseits die finanziellen Mittel des IAWM berücksichtigt.“

Art. 35 - Artikel 62 desselben Erlasses der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1. § 2 wird aufgehoben.

2. § 3 wird aufgehoben.

Art. 36 - Vorliegender Erlass tritt am 1. September 2026 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 13 und 27, die mit Wirkung vom 1. Juli 2026 in Kraft treten.

Art. 37 - Der für die Ausbildung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 20. August 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

J. FRANSSEN

53492

BELGISCH STAATSBLOD — 08.10.2026 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/007188]

20. AUGUST 2026 — Erlass der Regierung zur Festlegung der Meisterprogramme Hundetrimmer/in (V04/2026) und Projektkoordinator/in (Y20/2026)

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, Artikel 4;

Aufgrund der Vorschläge des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen vom 20. März 2026 und 25. Juni 2026;

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Meisterprogramm Hundetrimmer/in (V04/2026) in seiner Fassung vom 20. März 2026 und das Meisterprogramm Projektkoordinator/in (Y20/2026) in seiner Fassung vom 25. Juni 2026 werden festgelegt.

Art. 2 - Die in Artikel 1 angeführten Meisterprogramme werden ab dem Ausbildungsjahr 2026-2027 mit dem 1. Meisterjahr beginnend sukzessiv eingeführt.

Das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen veröffentlicht die in Artikel 1 angeführten Meisterprogramme auf seiner Webseite.

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 4 - Der für die Ausbildung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 20. August 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

J. FRANSSEN

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/007101]

10. SEPTEMBER 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. September 2016 zur Bestellung der Mitglieder der Hausunterrichtskommission

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen, Artikel 93.49 § 1 Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 20. Juni 2016, und Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 20. Juni 2016;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 29. September 2016 zur Bestellung der Mitglieder der Hausunterrichtskommission;

Auf Vorschlag des für das Unterrichtswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - In Artikel 1 Nummer 1 des Erlasses der Regierung vom 29. September 2016 zur Bestellung der Mitglieder der Hausunterrichtskommission, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 9. Oktober 2025, wird die Wortfolge „Frau Stephanie Palm“ durch die Wortfolge „Frau Doris Falkenberg“ ersetzt.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses der Regierung, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 19. Februar 2020 und vom 10. November 2022, wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 1 wird die Wortfolge „Frau Christiane Feldmann“ durch die Wortfolge „Frau Alizée Simonis“ ersetzt.

2. In Nummer 2 wird die Wortfolge „Frau Lisa Koonen“ durch die Wortfolge „Frau Martine Engels“ ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 4 Nummer 2 desselben Erlasses der Regierung, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 10. November 2022, wird die Wortfolge „Frau Gaby Radermacher“ durch die Wortfolge „Frau Isabelle Nyssen“ ersetzt.

Art. 4 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 5 - Der für das Unterrichtswesen zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 10. September 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH
Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
J. FRANSEN

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/007186]

27. AUGUST 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung zur Einführung einer Gebühr für die Einreichung einer Beschwerde

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, Artikel D.IV.63 § 4 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 24. Februar 2025;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

Aufgrund des positiven Gutachtens des Beirats für Raumordnung vom 14. April 2026;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 4. Mai 2026;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 21. Mai 2026;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 79.459/17 des Staatsrates, das am 29. Juni 2026 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des für die Raumordnung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - In Buch 4 Titel 2 Kapitel IX Abschnitt 1 des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird folgender Artikel R.IV.63-1 eingefügt:

„Art. R.IV.63-1 – Die Bearbeitungsgebühr zur Einreichung einer Beschwerde bei der Regierung gemäß Artikel D.IV.63 § 1 und Artikel D.IV.64 beträgt 250 Euro.

Die Entrichtung des in Absatz 1 genannten Betrags wird durch eine Kopie der Zahlungsbestätigung oder der Abbuchungsanzeige belegt, die dem in Artikel R.IV.66-1 Absatz 1 erwähnten Formular beigelegt werden.“

Art. 2 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind nicht auf Beschwerden anwendbar, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gemäß Artikel D.IV.63 § 1 und D.IV.64 des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung eingereicht wurden.

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am 1. September 2026 in Kraft.

Art. 4 - Der für die Raumordnung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 27. August 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

54542

BELGISCH STAATSBLED — 12.10.2026 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/007187]

20. AUGUST 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 2. September 2022 zur Bestellung eines Kontrollarztes in Anwendung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport, Artikel 16 § 1 Absatz 4;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 10. Februar 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport, Artikel 21;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 2. September 2022 zur Bestellung eines Kontrollarztes in Anwendung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport;

In der Erwägung, dass gemäß Artikel 21 § 5 Absatz 1 desselben Erlasses am 10. Juni 2026 Herr Dr. Antoine Pieri eine Bitte um Verlängerung der Bestellung an die NADO-DG eingereicht hat;

In Erwägung, dass der Bewerber die in Artikel 21 § 5 des Erlasses aufgeführten Voraussetzungen erfüllt und somit gemäß Artikel 16 § 1 des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport für eine Verlängerung seiner Bestellung als Kontrollarzt in Frage kommt;

Auf Vorschlag des Ministers für Sport;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 2. September 2022 zur Bestellung eines Kontrollarztes in Anwendung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 22. August 2024 und abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 29. Januar 2026, wird wie folgt ersetzt:

„Artikel 1 – Herr Dr. Antoine Pieri wird in Anwendung von Artikel 21 §§ 1 und 5 des Erlasses der Regierung vom 10. Februar 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport bis zum 22. August 2028 als Kontrollarzt bestellt.“

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der Minister für Sport wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 20. August 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien
G. FRECHES

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommer

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be